



Bulletin de
la Fondation
pour la
mémoire de
la Déportation

Sommaire

1

L'entre-deux-
guerres
et la montée
des fascismes

14

Emploi du mot
Shoah : point
de vue

15

Figures
disparues

ALBERT BIGIELMAN
HENRY BULAWKO
PIERRE SUDREAU

Définir le fascisme signifie le surprendre dans cette évolution, c'est saisir dans un pays donné et à une époque donnée sa différence spécifique.

EMILIO GENTILE

Qu'est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation

L'entre-deux-guerres et la montée des fascismes

Le fascisme a été étudié de façon transdisciplinaire par de nombreux spécialistes (historiens, sociologues, politologues, philosophes, psychologues), qui voulaient comprendre pour quelles raisons des régimes de ce type se sont imposés dans des pays déjà marqués par la modernisation et la démocratisation, entraînant la société dans la spirale de la violence et de l'intolérance, subordonnant l'individu et la collectivité à un parti unique. Rares sont les notions qui ont été autant discutées et controversées et qui, paradoxalement, semblent aujourd'hui perdues de vue. C'est pourquoi, à l'heure où des courants de pensées analogues semblent à nouveau faire recette, il n'est peut-être pas sans intérêt de revenir sur ce passé qui n'est pas aussi lointain qu'on l'imagine.

LES ORIGINES DU CONCEPT DE FASCISME

Le fascisme a d'abord été défini comme l'expression d'un nationalisme révolutionnaire né après la Grande Guerre et inspiré par elle. Il se caractérisait par la volonté de perpétuer l'expérience d'une guerre sublimée en nationalisme mystique, de militariser et de sacrifier la politique au travers d'un « mouvement politique solidement encadré, censé incarner la nation », elle-même érigée en communauté mythique, à l'image de la camaraderie du front. Il marquait l'interruption brutale d'un demi-siècle d'évolution des valeurs libérales et engageait une expérience inédite de « césarisme totalitaire », monopolisant le pouvoir à l'aide d'un partimilice avec, en germe, la destruction du système parlementaire et de la démocratie. En Italie, le PNF¹ tira du squadriste² son organisation, son idéologie, sa mentalité, son style de comportement et de combat. Sa culture politique était fondée sur le dévouement total de ses membres, le culte de la patrie, le sens communautaire et de la camaraderie, l'éthique du combat et le respect de la hiérarchie. Il se présentait comme une religion laïque, avec les rites et

symboles d'un nouveau style politique, intégriste, intolérant, dont le dogme fondamental était le primat de la nation.

Cette première tentative de définition a été enrichie dans le dernier quart de siècle par nombre de recherches qui ont ajouté des interrogations, précisé des notions, apporté des nuances, mis en évidence des contradictions et parfois suscité des controverses. Elles en révélèrent en tout cas la complexité.

Face aux défis de mouvements qui réussissent à mobiliser les passions collectives au nom d'idéologies intolérantes, à une époque où le fanatisme de la haine apparaît parfois comme une vertu humaine, il convient de l'aborder comme un problème actuel : celui de la vulnérabilité de la démocratie.

1. Parti national fasciste.

2. Formation paramilitaire apparue après la Grande Guerre, organisée pour mener des actions violentes en politique, dans la lutte contre les syndicats, les communistes et les grands intérêts capitalistes.

ÉTABLISSEMENT
RECONNU
D'UTILITÉ
PUBLIQUE
(décret du
17 octobre 1990)
PLACÉ SOUS
LE HAUT PATRONAGE
DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
30 boulevard des
Invalides 75007 Paris
Tél. : 01 47 05 81 50
Fax : 01 47 05 89 50
Site internet
www.fmd.asso.fr

Une idéologie ?

Le concept d'idéologie est passible de diverses définitions dans la mesure où une idéologie n'est pas seulement une élaboration logique rationnelle (comme un système philosophique ou une théorie scientifique), mais comporte une part d'émotion et une part mythique. Une idéologie a une fonction pratique ; elle propose des modèles de comportement plus qu'elle ne suggère des méthodes de connaissances. L'idéologie fasciste ne se trouve pas dans des traités spéciaux. Elle s'analyse à travers les formes d'expression d'une certaine conception de la vie et de la société, d'un certain idéal de comportement au service d'un ensemble de « valeurs ». Elle est fondée sur l'idée que se fait une minorité activiste, de l'État « en tant qu'instrument privilégié de réalisation de son mythe de puissance ». Elle affirme le caractère « irréductible et totalitaire » de l'État, exalté, divinisé, « exigeant des serviteurs zélés, rien d'autre ».

Si l'État tient d'emblée une place centrale dans la pensée fasciste, le discours idéologique est franchement nationaliste – la Nation sublimée –, peut se teinter de « social » lorsqu'il vilipende la société bourgeoise pour son matérialisme et son individualisme, mais reste équivoque lorsqu'il défend la propriété privée et la fonction historique du capitalisme, et considère nécessaire la collaboration de classe (*corporatisme*) pour accroître la production (*productivisme*). Contrairement au communisme soviétique, il n'a aucune ambition internationaliste ni mondialiste. Son nationalisme en fait un champ clos, nullement antinomique avec des ambitions expansionnistes et impérialistes clairement affirmées.

Sa volonté d'éduquer politiquement les masses le pousse à s'immiscer toujours plus dans la vie privée (religion, culture, art, morale, affect, etc.), considérée comme subordonnée à la sphère politique.

En avril 1923, l'Italien Giovanni Amendola¹, qui fut probablement l'inventeur du mot *totalitaire*, relevait cette prétention du fascisme à s'ériger en religion intolérante : « *Le fascisme ne vise pas tant à gouverner l'Italie qu'à monopoliser le contrôle des consciences italiennes. Il ne lui suffit pas de posséder le pouvoir, il veut posséder la conscience privée de tous les citoyens, il veut la "conversion" des Italiens.* » Son action politique est conçue comme un jeu de « force pure et d'opposition de forces, dont le seul juge est la réussite ».

Pour uniformiser les comportements collectifs, le régime crée des organisations qui entretiennent l'illusion d'une participation politique des masses, mais s'inscrivent en réalité dans un processus d'encadrement autoritaire de la société. Même si l'importance des masses n'échappe pas à ses idéologues, le fascisme leur dénie toute faculté d'expression politique et toute possibilité de s'autogouverner. Il s'affiche comme la négation de l'individualisme démocratique, du rationalisme des Lumières, du matérialisme historique et s'érige en chantre des traditions ancestrales, de la hiérarchie, de l'autorité, du sacrifice individuel, y compris de sa vie, consenti à la communauté nationale au nom d'un mythique idéal historique.

Les fascistes haïssent leurs adversaires socialistes et communistes, qu'ils tiennent pour des êtres humains inférieurs, et méprisent les bourgeois libéraux, dégénérés et corrompus par les pratiques du compromis et du clientélisme.

Ces théories servent à légitimer la suprématie que le fascisme impose par la violence dans de nombreuses régions d'Italie septentrionale et méridionale, avec l'approbation de la bourgeoisie nationaliste, et la tolérance bienveillante des autorités politiques et militaires.

Quant au racisme, s'il tient au cœur du nazisme une place tout à fait singulière, Mussolini, lui, ne s'y rallia qu'en 1938. Entre

février et novembre 1938 furent adoptées des mesures antisémites, avec la promulgation des lois antijuives (17 novembre 1938), comme partie intégrante de la législation raciste élaborée après la conquête de l'Éthiopie (mai 1936). Jusqu'en 1938, l'antisémitisme n'avait pas été une composante de l'idéologie fasciste, même s'il y avait des fascistes antisémites, au même titre que des Juifs figuraient parmi les premiers fascistes et militants du PNF et que certains étaient des intellectuels du régime. Mussolini avait cependant la conviction que le judaïsme international jouait un rôle actif dans l'antifascisme. Mais c'est après l'alliance avec l'Allemagne nazie que se développa l'antisémitisme. À partir de 1938, l'Italie devint officiellement un état antisémite et les Juifs d'Italie furent victimes de discriminations, mis au banc de la plupart des institutions étatiques, de l'école et de la vie publique. Toutefois, l'intensité des convictions était différente de celle du nazisme et la pratique resta en deçà de la politique d'extermination nazie.

Une révolution ?

Postuler qu'un phénomène est révolutionnaire dépend de l'usage que l'on fait du concept de révolution, dont les connotations et les nuances changent au gré des événements. Pour les historiens, les phénomènes révolutionnaires, ou qualifiés comme tels, diffèrent à la fois dans leurs objectifs et dans l'enchaînement de leurs processus historiques. Ainsi la révolution anglaise de 1688, la révolution américaine (1776-1783), la révolution française de 1789, la révolution russe de 1917, la révolution iranienne de 1979, la révolution tunisienne de 2010 et les printemps arabes, etc. n'ont ni origine, ni socle idéologique, ni objectifs communs. Pourtant leur classification dans la catégorie « révolutionnaire », est admise au sens strict du mot, c'est-à-dire en tant que bouleversement de l'ordre existant.

À cet égard, on peut dire que le fascisme italien fut plus révolutionnaire dans ses intentions que dans sa pratique.

De façon générale, un processus révolutionnaire entraîne :

- la substitution d'une « élite » dirigeante à une autre,
 - la mise en place d'institutions nouvelles par d'autres moyens que ceux légalement ou constitutionnellement prévus.
- Dans le cas du fascisme italien et du nazisme allemand, si la première étape a été franchie, moyennant quelque réserve quant à la notion d'élite, la seconde s'est accomplie de façon plus nuancée : Mussolini et Hitler avaient pris soin de préserver les apparences de la légalité dans leur accession au pouvoir. Ils n'ont pas pris le pouvoir, on le leur a donné. Mussolini fut nommé par le roi et Hitler par le président du Reich, autorités constitutionnellement légitimes. L'un comme l'autre avaient besoin de l'appui des milieux traditionnels et légitimistes, en particulier l'armée, pour asseoir leur pouvoir encore fragile.

Cette apparence de légalité ne doit cependant pas faire oublier que la phase de conquête du pouvoir par voie parlementaire s'est accompagnée, dans les deux cas, de violences multiples génératrices de psychose sécuritaire. Il ne faut pas perdre de vue, par exemple, que l'insurrection fasciste, déclenchée dans de nombreuses localités septentrionales et centrales avec l'occupation des bâtiments officiels, des postes et des gares ferroviaires, sema la confusion au sommet de l'État au moment même où Mussolini négociait son accession au pouvoir avec les représentants du régime libéral et du monde des affaires.

1. Libéral antifasciste, cité dans Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Folio Histoire Gallimard, 2004, pour la version française, pp. 111-112.

En revanche, une fois en place, les deux régimes ont multiplié les textes liberticides vidant de substance la notion d'État de droit et provoquant le basculement dans l'arbitraire d'un encadrement politique et policier total de la société, dont plus aucun organe constitutionnel ni judiciaire ne contrôlait les décisions.

Mythe ou réalité révolutionnaire ? Les tenants du caractère révolutionnaire du fascisme évoquent « la composition sociale du parti en tant qu'expression de classes moyennes émergentes » et « son aspiration à transformer la société et l'individu dans une direction qui n'a jamais été expérimentée, ni réalisée », pour appuyer la thèse d'un idéal révolutionnaire. On objecterait que la concentration de toutes les espérances autour d'un parti unique, la mobilisation des classes moyennes au service de ce parti, l'élimination de la démocratie et les rassemblements « populaires » en forme de mises en scène grandioses, laissent moins l'impression d'une ferveur ou d'une aspiration révolutionnaire populaire que celle d'une révolution imposée, voire dictée. Il fallait bâtir un « ordre nouveau », procéder à la « régénérescence morale » du pays (à l'aide de violence purificatrice au besoin), réorganiser la vie sociale autour de la Nation et de l'État, où « l'homme nouveau fasciste serait invité à se réaliser ».

RÉGIMES AUTORITAIRES ET MONTÉE DES FASCISMES EN EUROPE (HORS ALLEMAGNE) 1918-1945

Les bouleversements géopolitiques consécutifs à la Première Guerre mondiale, à l'effondrement ou à la fragmentation des empires centraux, austro-hongrois, russe et ottoman, provoquèrent un remodelage profond de la carte de l'Europe et du Moyen-Orient ainsi que l'émergence de nouveaux États. L'Empire allemand disparaissait et son territoire se trouvait réduit, tandis que celui de l'Empire austro-hongrois était démembré en six états par les traités de Saint-Germain et de Trianon entrés en vigueur en 1920 (respectivement en juillet et novembre). Le premier mettait définitivement fin au règne des Habsbourg et affaiblissait l'Autriche de manière durable par de lourdes sanctions économiques, militaires et géographiques. Le second faisait perdre à la Hongrie les deux tiers de son territoire, ainsi que son accès à la mer (via la Croatie, désormais incluse au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, future Yougoslavie). Dans les différents pays d'Europe touchés par la modification des États et des frontières, les élites conservatrices et les nationalistes utilisèrent les traumatismes issus du conflit pour faire avancer leur cause. Ils instrumentalisèrent leur propre peur de la révolution russe, qu'ils transmirent à une partie de la société. Par ailleurs, dans des pays marqués par des traditions rurales et un fort analphabétisme, l'instauration de régimes démocratiques perturba les relations sociales et les responsables politiques traditionnels, habitués à gérer entre eux les affaires publiques. Ils accusèrent la démocratie d'être responsable de la faillite économique et sociale et dénoncèrent les partis politiques et le système parlementaire comme ayant été imposés par l'étranger. Le rétablissement ou l'instauration de régimes autoritaires (qui sans être vraiment fascistes s'en inspiraient par leurs méthodes) en fut la conséquence. L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste apportèrent leur soutien aux fractions les plus radicales et les aidèrent dans leur accession au pouvoir. Une ère de coopération aux persécutions et génocides s'ouvrit.

L'Autriche

Après la Grande Guerre, les Alliés imposèrent le maintien hors de l'Allemagne de cet État de langue allemande. Ils

Le fascisme italien voyait dans l'État une fin suprême, contrairement au nazisme et au communisme soviétique, pour qui l'État était seulement l'instrument de réalisation d'un mythe supérieur (domination du *Volk* pour le premier, société sans classe pour le second) qui, une fois atteint, rendait (théoriquement) obsolète la notion même d'État. Certains auteurs ont vu enfin dans le fascisme un « mouvement révolutionnaire européen », à connotation sociale et culturelle. Le mythe de l'empire, exprimé dans le culte de la romanité, était certes présent dans les esprits, mais il reste qu'en politique extérieure le fascisme italien n'a pas brillé par son programme, même s'il revendiquait la révision du traité de Versailles, au nom de sa « victoire mutilée ».

Tout en admettant que le modèle fasciste ait pu inspirer des dictateurs ou séduire des milieux conservateurs et des intellectuels européens, il faut bien constater que les conditions d'émergence des régimes autoritaires en Europe dans l'entre-deux-guerres n'ont pas été le fruit d'un embrasement révolutionnaire de type fasciste. Chaque régime doit se comprendre d'abord en considération du contexte historique et politique particulier de son émergence, confronté aux bouleversements et aux séquelles de la Grande Guerre, avant d'envisager sa parenté avec un hypothétique fascisme « générique ».

favorisèrent son assise territoriale (conservation de la Carinthie et rattachement du Burgenland) et lui accordèrent des soutiens financiers. Les dirigeants démocrates-chrétiens, en instaurant un pouvoir autoritaire, tentèrent de résister aux tentatives d'annexion de l'Allemagne (1934 et 1938).

Ce qui fut nommé « austrofascisme » a consisté en une forme de fascisme dont le catholicisme fut une composante essentielle : sur les armes de l'Autriche avait été ajoutée une auréole. Quelques spécificités distinguaient la dictature autrichienne des autres : sa référence à la religion, les autres voyant plutôt la religion comme une concurrente¹ ; ce fut un régime fasciste mais non autoritaire, corporatiste mais sans lois raciales (jusqu'à l'*Anschluss*) ; il y avait un parti unique, mais pas de contrôle total de la vie politique ; enfin, ce n'était pas un parti nouveau qui arrivait au pouvoir, mais un ancien qui s'était transformé.

La vie politique en Autriche a été dominée par la lutte de pouvoir qui opposa la social-démocratie et les chrétiens-sociaux, c'est-à-dire *rouges* et *noirs*, avec en force d'appoint le regroupement politique du GDVP (*Großdeutsche Volkspartei*), le Parti Grand allemand, proche des idées du national-socialisme. Dans le contexte de crise économique mondiale et de découragement des masses ouvrières qu'elle suscitait, les chômeurs eurent d'autres soucis que la défense de la démocratie. Leur obsession se résumait à manger et à faire manger leur famille.



Le chancelier Engelbert Dollfuss

1. La fraction des chrétiens-sociaux voulait instaurer un État autoritaire et appliquer les principes corporatistes rappelés dans l'encyclique *Quadragesimo anno* de Pie XI.

Le 20 mai 1932, le président de la République nomma Engelbert Dollfuss chancelier fédéral, alors qu'il n'avait qu'une voix de majorité au Parlement et s'appuyait sur les partis *Landbund* (Union agraire) et le *Heimatblock* (Bloc national).

Dollfuss se voulait le défenseur du capital politique du catholicisme en Autriche, fortement entamé par la social-démocratie et le national-socialisme. Avec l'effondrement du *Zentrum* allemand, Hitler démontra qu'une main de fer pouvait venir à bout d'une opposition démocratique affaiblie et d'une gauche divisée. Dollfuss en tira les leçons et, le 7 mars 1933, dénonçant la paralysie du Parlement, annonça qu'il légiférerait désormais dans le cadre de la législation d'exception. La censure fut rétablie, les défilés publics interdits et la liberté de réunion suspendue. L'organisation paramilitaire sociale-démocrate, le *Schutzbund*, fut interdite sur l'ensemble du territoire. Le 2 avril, Dollfuss annonçait un changement de constitution sur les bases corporatives et les principes de l'encyclique *Quadragesimo anno* de Pie XI. Les interdictions se multiplièrent : défilé du 1^{er} mai, parti communiste, union des libres-penseurs, et parti national-socialiste (NSDAP). Pendant plus de six mois, le gouvernement avança ses pions sans que les dirigeants sociaux-démocrates ne bougent. Le 12 février 1934 au matin, cependant, des travailleurs de Linz n'acceptèrent pas l'irruption de la police dans leurs locaux et s'y opposèrent par la force, donnant le signal d'une guerre civile qui dura quatre jours et fit de nombreuses victimes à travers tout le pays. La social-démocratie et toutes ses organisations furent interdites ainsi que les syndicats libres. Le 1^{er} mai 1934, Dollfuss proclama la constitution d'un *État fédéral autrichien*, d'où le terme de république avait été rayé. Cette constitution créait un système complexe d'organes consultatifs (conseil d'État, conseil économique fédéral, conseil culturel fédéral, conseil des régions, etc.) qui pouvaient émettre des avis sur les projets de loi. Mais en définitive, de 1934 à 1938, le pouvoir de décision restait aux mains du gouvernement qui pouvait légiférer par ordonnances.

À la demande des chrétiens-sociaux, qui avaient une longue expérience syndicale, une confédération syndicale unique fut créée mais jamais elle n'eut la capacité, ni la volonté de défendre les intérêts des salariés. Elle assista impuissante à la mise à mal de la législation sociale.

Dans sa logique corporatiste, le gouvernement créa en 1934 des communautés d'entreprises (*Werksgemeinschaft*), la plus petite des cellules de l'édifice corporatiste dans laquelle employeurs et salariés se trouvaient réunis. Cette institution dénaturait le comité d'entreprise instauré par la République, les représentants des salariés n'ayant plus ni droit, ni prérogative.

L'État vivait de plus en plus sous la menace de l'impérialisme allemand. Dollfuss le paya de sa vie lors du putsch organisé par les nationaux-socialistes autrichiens, le 25 juillet 1934. Kurt von Schuschnigg fut appelé à lui succéder. Dans la ligne de son prédécesseur, il poursuivit la répression des partis politiques et essaya de stabiliser l'économie, mais à la différence de Dollfuss, il tenta un réel rapprochement avec l'Allemagne nazie.

En juillet 1936, il signa avec Hitler, à l'instigation de Franz von Papen¹, un accord dit de *gentlemen agreement*, par lequel, en

contrepartie de la levée de l'embargo par l'Allemagne et la reconnaissance du statu quo, cesserait toute répression contre le nazisme, le chancelier s'engageant à prendre des ministres pro nazis dans son gouvernement et reconnaissant l'Autriche comme second État allemand. Les nationaux-socialistes autrichiens, soutenus par l'Allemagne, occupèrent alors de plus en plus l'espace politique.

Schuschnigg se trouva confronté à différentes structures paramilitaires héritées de la Première République autrichienne, dont l'une, issue de l'aile catholique conservatrice, les *Ostmärkische Sturmsharen*, avait été créée par lui-même en 1930. D'autres, comme les *Heimwehren*, lui apparaissaient plutôt comme une menace. Il fit pourtant alliance avec elles et les utilisa comme forces d'appoint pour combattre les nationaux-socialistes et



Le chancelier Kurt von Schuschnigg

les sociaux-démocrates, et monopoliser le pouvoir dans le cadre d'un État autoritaire corporatiste chrétien.

En 1937, il envisagea de faire remonter sur le trône l'archiduc Otto de Habsbourg mais dut y renoncer devant l'hostilité de Hitler et de Mussolini. N'ayant plus les soutiens français ni britanniques, il se retrouva seul face à Hitler.

Début 1938, ayant appris qu'un attentat se préparait contre lui, il chercha un rapprochement avec les sociaux-démocrates, mais il était trop tard : convoqué sans ménagements par Hitler à Berchtesgaden, il dut céder les ministères de l'Intérieur et de la Guerre à des pro nazis et libérer tous les nazis emprisonnés. Après une tentative de referendum sur l'indépendance de l'Autriche, il fut contraint de démissionner le 11 mars 1938. Arthur Seyss-Inquart² le remplaça, fit entrer la Wehrmacht à Vienne le 12 mars, date de l'*Anschluss*, rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.



Arthur Seyss-Inquart au procès de Nuremberg

La Hongrie

Pour les Hongrois, les principes du président américain W. Wilson « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » restèrent lettre morte. Les signataires du traité de paix de la conférence de Paris cédèrent aux revendications les plus dures des Tchécoslovaques, des Roumains et des Yougoslaves. Le traité de Trianon (4 juin 1920) amputait la Hongrie comme aucun autre pays. Ses nouvelles frontières livraient 3 425 000 Magyars à d'autres États et son territoire fut sévèrement amputé, passant de 325 411 km² avant la guerre à 92 962 km². L'armée était plafonnée à 35 000 hommes, interdite d'artillerie lourde, de chars et d'avions de combat. Cette injustice a déterminé la politique révisionniste menée par le régime de Horthy. Elle a isolé le pays et gravé définitivement dans l'imaginaire des Hongrois la carte du premier royaume de Saint-Étienne. La politique des

1. Alors ambassadeur d'Allemagne en Autriche.

2. Partisan du national-socialisme et du rattachement de l'Autriche au Reich, Arthur Seyss-Inquart favorisa l'*Anschluss*. Il fut gouverneur des Pays-Bas pendant la Seconde Guerre mondiale. Il obtint le rang honorifique de *Gruppenführer* dans la SS. Jugé au procès de Nuremberg, il fut condamné à mort et exécuté.

gouvernements hongrois ne peut être lue sans avoir à l'esprit l'ampleur de ce traumatisme.

Après l'armistice et dans l'attente d'un traité de paix, la Hongrie connut une période d'instabilité institutionnelle. Porté au pouvoir par un Conseil national, créé juste avant la défaite finale, le comte Mihály Károlyi proclama la première République démocratique hongroise, le 16 novembre 1918.

Il fut renversé le 21 mars 1919 par un gouvernement issu du parti communiste et du parti social-démocrate hongrois (dont la fusion avait eu lieu la veille), qui proclama à son tour une République des conseils de Hongrie, premier gouvernement d'inspiration communiste apparu en Europe après celui de la Russie soviétique. Bela Kun¹, communiste hongrois né en Transylvanie, en fut le principal animateur.

Ce gouvernement révolutionnaire entreprit de nationaliser des entreprises, des banques, des assurances, des commerces de gros, des immeubles locatifs, de réformer l'enseignement ; il prononça la séparation des églises et de l'État. Mais il encouragea les exactions de la « terreur rouge », menées par une police parallèle, les *Troupes de terreur du Conseil révolutionnaire du gouvernement*, familièrement appelées « les gars de Lénine », qui terrorisaient la population et firent de nombreuses victimes. Kun, dans un message aux ouvriers hongrois, avait préconisé « l'exercice d'une violence implacable, prompte et résolue, en vue d'écraser la résistance des exploités, des capitalistes, des grands propriétaires fonciers et de leurs suppôts ». Il buta sur la réforme agraire, qui prévoyait d'attribuer à des coopératives les terres confisquées aux grands propriétaires. La riposte fut organisée par ces derniers. Un regroupement des forces réactionnaires, antirévolutionnaires (Bethlen, Tékely, Horthy), contre-révolutionnaires (Gömbös qui accédera au pouvoir en 1932) et extrémistes (Andras Mecser, qui rejoindra le courant national-socialiste) forma une coalition composite qui s'allia aux représentants des militaires et de la classe moyenne hostile à la République des conseils, dans la ville de Szeged, sous occupation française. Renversée le 6 août 1919



Bela Kun



Pendaison publique sous la Terreur blanche

par une coalition militaire franco-roumaine, la République des conseils ne dura que 133 jours. Après le bref intermède monarchique de l'Archiduc Josef-Auguste de Habsbourg-Lorraine, finalement contraint à abdiquer par les Alliés et l'Entente, Horthy, amiral de la flotte impériale, qui avait pris la tête d'une armée nationale, fit son entrée le 16 novembre 1919 dans Budapest, évacuée la veille par les Roumains.

Des détachements paramilitaires hongrois, désignés sous le nom de *Gardes blancs*, se réclamant de lui, s'attaquèrent alors aux révolutionnaires réels ou supposés. Horthy laissa se dé-

velopper une *Terreur blanche* (ou contre-terreur blanche) qui fit environ 3 000 victimes. Une vague d'antisémitisme, d'une ampleur jamais connue dans le pays, se déchaîna, tolérée et encouragée par Horthy, par l'aristocratie et les classes moyennes chrétiennes, pour qui les Juifs étaient responsables de la République des conseils (ils avaient en effet siégé dans les congrès socialistes et comptaient des commissaires du peuple).

Le 1^{er} mars 1920, Miklós Horthy, fut élu régent du Royaume de Hongrie. La loi du 5 novembre 1920 prononça la déchéance définitive de la monarchie des Habsbourg et fit de la Hongrie un royaume sans roi, qui dura jusqu'en 1945. La couronne de Saint-Étienne symbolisa la Nation. Prototype de l'homme du XIX^e siècle (il avait 50 ans en 1918), Horthy imposa un régime autoritaire en Hongrie. Il se voyait comme le prolongement de l'empereur François-Joseph dont il avait



Le comte Mihály Károlyi

été l'aide de camp. Il combattait les principes de la Révolution française et n'avait de vision politique qu'en référence au passé.

Il avait tous les pouvoirs d'un souverain : dissolution du Parlement, nomination du gouvernement, droit d'amnistie, chef des armées et adoption de mesures sans en référer au Parlement. L'article 19 de la loi de 1937 empêchait même le Parlement de demander des comptes au régent en cas de violation de la loi et de la Constitution. En 1937, enfin, le droit de désigner son successeur lui fut reconnu.

Le Parlement en tant qu'institution fut préservé, en vertu de la longue tradition parlementaire hongroise, même si le régent pouvait le court-circuiter. Mais le droit de vote était conçu de manière à imposer l'intelligentsia comme

force dirigeante. Le système Horthy recourait largement à la police pour lutter contre ses adversaires politiques. La loi du mars 1921, sur la protection de l'ordre étatique et social, permettait au gouvernement de limiter la liberté de réunion, d'association, de parole, de presse et de condamner ceux qui y dérogeraient y compris jusqu'à la peine de mort. Enfin, la loi sur la défense du 11 mars 1939 conférait au gouvernement tout pouvoir de contrôle sur la poste, le téléphone, la presse et la justice. L'ère Horthy peut se décomposer en quatre grandes périodes.

— août 1919-1921 : construction lente de la Hongrie de Horthy intégrant la classe moyenne contre-révolutionnaire qui, dans la phase initiale, a dominé dans la lutte contre la République des conseils.

— 1921-1931 : l'ère Bethlen, caractérisée par un redressement économique et politique du régime, les grands propriétaires terriens et la grande bourgeoisie récupérant et consolidant leurs positions.

1. Disciple de Lénine, réfugié ensuite en URSS, il mourut victime des grandes purges de Staline en août 1938 à Moscou.

En 1923, Bethlen se débarrassa de l'aile droite du gouvernement ouvertement antisémite et partisane d'une dictature. Quelques-uns des responsables politiques rejoindront alors le mouvement des *Croix fléchées* (qui n'est devenu un parti qu'en 1935). Sur le plan extérieur, Bethlen fit entrer la Hongrie à la Société des Nations mais tenta, sans succès, d'obtenir la révision du traité de Trianon. Ses tentatives furent mises en échec par la Petite Entente¹, doublement confortée, d'une part, par la signature d'une convention d'assistance de la France à la Tchécoslovaquie, à Locarno, en octobre 1925 (interprétée comme une alliance en revers contre l'Allemagne et la Hongrie) et, d'autre part, par la conclusion d'accords entre la France et la Roumanie en juin 1926.



Le comte István Bethlen

Dans l'ensemble, la politique d'István Bethlen combina ultraconservatisme et libéralisme. Il chercha à œuvrer pour la paix sociale, à faire participer toutes les forces politiques à la reconstruction de la Hongrie. Chargé de mettre sur pied un État fort, capable de résister à de nouvelles tentatives de déstabilisation, Bethlen fonda le *Parti de l'unité nationale*, qui s'assura la majorité au parlement grâce à des lois électorales sur mesure. Sa politique contribua à assurer une certaine stabilité au régime autoritaire dirigé

par Horthy. L'isolement de la Hongrie conduisit à un rapprochement avec Mussolini et à la signature du traité d'amitié avec l'Italie en 1927. Le révisionnisme hongrois à l'égard du traité de Trianon demeura le dénominateur commun à tous les gouvernements. La crise mondiale de 1931 déstabilisa cette première coalition, entraîna une forte progression de l'extrême droite dans la vie politique et provoqua un changement de gouvernement.

— 1932-1936: Gyula Gömbös, partisan du fascisme, fut appelé à diriger le gouvernement par Horthy en octobre 1932. Officier de carrière, fondateur en 1923 et membre du parti de la Défense de la race, devenu Bloc de la protection de la race, il n'était pas d'origine aristocrate, et cherchait à s'appuyer surtout sur les classes moyennes. Nationaliste magyar révisionniste², il fonda en novembre 1924 le parti de l'Indépendance nationale hongroise, premier parti fascisant hongrois. Il entendait préserver le peuple des influences étrangères extérieures ou intérieures, à savoir les marxistes, les Juifs, les libéraux, en imposant une organisation raciale et militaire de la société, autour d'un État autoritaire et corporatiste. Il voulait éliminer les élites traditionnelles et les remplacer par la classe moyenne chrétienne. Son gouvernement durcit la répression, faisant exécuter des communistes en 1932 et ouvrir le feu sur des paysans révoltés. Il esquaissa un rapprochement avec l'Allemagne dès 1933. Son style politique, jusque-là inédit en Hongrie, s'inspirait des modèles allemands et italiens par l'usage de la radio, des haut-parleurs et des camions propagandistes. Pour lui, le salut de la Hongrie reposait sur la « communauté du peuple », qui devait permettre de surmonter les contradictions de classe. Il s'employa à liquider le mouvement ouvrier organisé, qui ne devait plus être exclu

mais intégré dans la nation par des mesures économiques et sociales appropriées ou la mise en place de chambre des ouvriers et des entrepreneurs sous le contrôle de l'État. Il bouscula les élites traditionnelles et la bureaucratie, auxquelles il faisait comprendre qu'à l'époque de l'électricité et de la radio, on ne pouvait plus vivre ni travailler comme avant. Ses vastes projets corporatistes n'aboutirent cependant pas.

— 1936-1939: l'affaiblissement des forces conservatrices traditionnelles au profit de groupes influencés par le national-socialisme fut constant. Les gouvernements successifs nommés par Horthy, Kálmán Darányi (octobre 1936-mai 1938), Béla Imrédy (mai 1938 à février 1939), Pál Teleki (février 1939-avril 1941) et László Bárdossy (1941-1942) accentuèrent la dépendance économique de



Pál Teleki, premier ministre du 16 février 1939 au 3 avril 1941

la Hongrie vis-à-vis du troisième Reich. Ils donnèrent des gages à la fois aux nazis et aux Hongrois antisémites en promulguant des lois racistes et antijuives de plus en plus restrictives et discriminatoires. Dans l'entre-deux-guerres, l'antisémitisme en Hongrie était devenu une idéologie d'État portée par la classe moyenne, chrétienne et nationaliste magyare. Celle-ci réunissait libéraux et catholiques et se combinait avec l'anticapitalisme d'une société majoritairement agraire qui dénonçait le capital étranger.

Comme en Allemagne, le terme judéo-bolchevique prétendait expliquer toutes les catastrophes qui submergeaient le pays. Le cours national-chrétien adopté par les nouveaux dirigeants valut à des antisémites d'accéder à des postes-clés dans l'appareil d'État, dans l'armée et dans l'éducation. La première loi antijuive fut promulguée en 1938, après l'*Anschluss*. Elle copiait la législation raciale national-socialiste, les lois de Nuremberg et entreprenait l'exclusion des Juifs de secteurs entiers de la vie publique. En mai 1939, une seconde loi édicta des bases raciales. Une troisième loi fut adoptée en 1941 au nom de la « sauvegarde de la pureté de la race », interdisant les mariages mixtes. Horthy et son premier ministre firent toutefois la sourde oreille aux pressions allemandes qui voulaient que la solution finale soit appliquée aussi en Hongrie où 762 000 personnes étaient menacées de génocide.

Après l'*Anschluss*, en mars 1938, le Reich allemand devenant clairement la puissance dominante de la région, la Hongrie s'aligna sur la politique allemande par intérêt national, et dans



Béla Imrédy, premier ministre de 1938 à 1939



László Bárdossy³, premier ministre de 1941 à 1942

1. Alliance résultant des accords bilatéraux signés entre 1920 et 1921 entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (future Yougoslavie).

2. C'est-à-dire partisan de la révision du traité de Trianon.

3. Jugé en novembre 1945 par un tribunal populaire, condamné à mort pour crimes de guerre et collaboration avec les nazis et fusillé à Budapest en 1946.

la perspective d'obtenir progressivement son appui pour la révision du traité de Trianon. L'alignement sur le parti national-socialiste, voulu par une fraction des élites, donna quelques résultats en permettant le retour à la Hongrie de quelques territoires de la Yougoslavie. Mais l'espoir d'une révision du traité de Trianon entraîna les dirigeants hongrois dans des compromissions de plus en plus honteuses avec le parti national-socialiste. Le prix à payer fut la signature de l'accord tripartite italo-germano-japonais, l'occupation militaire de la Yougoslavie où l'armée hongroise participa aux exactions contre les Serbes et les Juifs, et, enfin, l'entrée en guerre contre l'Union soviétique. Notons toutefois qu'en septembre 1939, le gouvernement du comte Pál Teleki eut le courage de refuser à l'Allemagne le droit d'utiliser la section hongroise d'une ligne ferroviaire qui permettait d'acheminer les blessés allemands de retour du front polonais et d'acheminer des renforts. Après la déroute polonaise, la Hongrie ouvrit sa frontière aux réfugiés polonais et leur porta secours. Jusqu'en mars 1944, date de l'invasion par l'Allemagne, le gouvernement hongrois permit le fonctionnement normal des écoles et des organisations polonaises sur son territoire.

— 1940-1944 : sur le plan intérieur, les gouvernements eurent à faire face à la montée constante du Parti fasciste des *Croix fléchées*, créé en 1935 et qui, après avoir été dissout une première fois, revint en force en mars 1944 et prit le pouvoir.

Après l'occupation du pays par les Allemands en mars 1944, Horthy resta régent, mais ne fit plus rien jusqu'au 15 octobre



Ferenc Szálasi à Budapest, le 18 octobre 1944, chef des *Croix fléchées*

1944 où, à la radio, il ordonna l'arrêt des combats contre l'Union soviétique et demanda un armistice. La réaction allemande fut immédiate : le fils du régent fut enlevé par un commando et Horthy dut se rétracter et passer le pouvoir au fondateur et chef des *Croix fléchées*, Ferenc Szálasi, qui se proclama chef d'État avec le soutien de Hitler. Dès lors, personne ne fut épargné : vengeance personnelle, chasse aux opposants, persécutions multiples et hystérie antijuive débouchant sur la participation à la « solution finale », le pays sombra dans la honte et l'ignominie. Szálasi avait déjà entrepris de

résoudre la question juive auparavant. Au début du mois de mai 1944, Eichmann arriva en Hongrie avec une équipe de 200



Arrestation de Juifs à Budapest en octobre 1941

©Bundesarchiv

collaborateurs et organisa la déportation des Juifs hongrois. Aidé par la gendarmerie hongroise, il les rassembla dans des ghettos et commença la déportation. Un peu plus de 435 000 personnes furent ainsi parquées avant d'être déportées vers Auschwitz entre le 15 mai et le 8 juillet. En octobre, les persécutions d'une violence et d'une barbarie sans nom reprirent. Environ 105 000 personnes furent victimes de la folie meurtrière des Allemands et des *Croix fléchées*.

Horthy passa la fin de la guerre en état d'arrestation en Bavière où il fut pris par les Américains en mai 1945. Les Alliés refusèrent toutefois de le juger comme criminel de guerre, contrairement aux demandes du nouveau gouvernement de Yougoslavie, et Horthy s'exila au Portugal où il mourut en 1957, à l'âge de 89 ans.

La Yougoslavie

Dès le 29 octobre 1918, un État « des Serbes, Croates et Slovènes » avait été créé sur les décombres de l'empire austro-hongrois. S'unissant au royaume de Pierre I^{er} de Serbie, ils formèrent le « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », reconnu par le traité de Saint-Germain-en-Laye. En 1914, malade, Pierre I^{er} qui était à l'origine de la monarchie constitutionnelle de



Pierre I^{er} de Serbie Roi des Serbes, Croates et Slovènes



Alexandre I^{er} de Yougoslavie

type britannique de la Serbie, avait désigné son fils Alexandre comme régent et lui avait confié la direction des opérations militaires jusqu'à l'offensive victorieuse de l'automne 1918. Alexandre reçut officiellement la couronne du « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » le 16 août 1921, et prit le nom d'Alexandre I^{er}, pour devenir en 1929 Alexandre I^{er} de Yougoslavie, jusqu'à l'invasion des troupes de l'Axe du 6 avril 1941.

En 1928, sombrant dans la violence, un député monténégrin assassina en plein parlement le président du Parti Croate Républicain (PPC) Stjepan Radic. Cet assassinat entraîna, le 6 janvier 1929, jour de la Noël orthodoxe, la décision du roi d'abroger la constitution (*Vidovdan*), d'unifier le pays sous l'appellation de *Royaume de Yougoslavie* et d'installer une dictature royale. Les libertés politiques furent suspendues, le parlement renvoyé au nom de la sauvegarde de l'unité nationale et de l'intégrité de l'État. Le roi entendait promouvoir la nation en imposant et légitimant le concept de Yougoslavie. Pour ancrer cette idée dans les esprits, l'usage des mots « Slovène », « Croate » et « Serbe » fut interdit. Des organisations yougoslaves furent créées en substitution de celles existant sous l'appellation ancienne de « serbes », « croates » ou « slovènes ». Le roi voulut ignorer les corps intermédiaires, dont le parlement et les partis politiques, et entendait gouverner directement avec le peuple par plébiscite. Les partis, à commencer par le parti communiste, et les associations furent dissous, la presse fut censurée. Aucune véritable résistance ne s'opposa à

cette dictature royale. Cependant, en dépit des mesures de surveillance policière dont ils étaient l'objet, les dirigeants des anciens partis, qui avaient animé la vie démocratique, restèrent en contact. Mais leurs objectifs différaient : du côté serbe la préoccupation principale portait sur le rétablissement de la démocratie parlementaire. Du côté croate on entendait obtenir en priorité, la création d'une « nation croate ».

En septembre 1931, le roi octroya une nouvelle constitution¹ à « son peuple », inspirée du modèle italien. D'un point de vue formel, les droits fondamentaux y étaient garantis : liberté individuelle, liberté de la presse, liberté de réunion. Mais, en même temps, l'article 118 de la Constitution, validant toutes les lois d'exception édictées depuis 1929, en restreignait considérablement l'exercice.

Constitutionnellement, le roi et la « représentation populaire » détenaient le pouvoir législatif. Deux chambres, la Skupština élue et le Sénat, formaient la représentation populaire. Mais les décisions de la Skupština devaient être ratifiées par le Sénat. Et le roi nommant la moitié des sénateurs, l'autre moitié étant désignée par les représentants des gouvernements régionaux qui lui étaient acquis, disposait de facto du pouvoir de bloquer toute proposition de loi qu'il n'approuvait pas.

Aux élections du 8 novembre 1931, une liste unique fut présentée par le gouvernement Žiković : l'opposition dénonça cette manœuvre et boycotta les élections. La consultation électorale, censée afficher une façade démocratique devant le monde, fut un échec. Alexandre I^{er} tenta alors de créer un parti. Il invita les députés à se regrouper dans un club parlementaire d'où émergea tant bien que mal en décembre 1931 une « Démocratie Paysanne Radicale Yougoslave » (JRSD) sans grand avenir. L'hégémonie serbe était une réalité dans la nouvelle Yougoslavie, mais fortement contestée et dénoncée par les Croates et les Slovènes, et certains observateurs internationaux. La police politique en particulier était serbe, ce qui en régime de dictature était d'autant plus mal ressenti. Les opposants, communistes et autonomistes, croates et macédoniens, cibles privilégiées, furent pourchassés.

Un climat de suspicion et de répression provoqua l'exil de nombreux responsables politiques croates. Les modérés gagnèrent la Suisse et continuèrent à militer pour l'autonomie de la Croatie, les plus radicaux, menés par Ante Pavelić (avocat de Zagreb), restèrent et obtinrent le soutien des fascistes italiens et de la Hongrie de Horthy et fondèrent en 1930 l'Oustacha, organisation terroriste, dont l'objectif était d'obtenir l'indépendance de la Croatie. Au cours de la décennie 1930, l'idéologie de ce mouvement se radicalisa en un mélange de fascisme, de nazisme (dans une variante anti-juive et anti-orthodoxe), d'ultra-nationalisme croate et de fondamentalisme cléricale catholique romain. Dès le début des années 1930, les membres de l'organisation furent impliqués dans de nombreux attentats. Pendant l'été 1932, plusieurs centaines d'*oustachis* tentèrent une insurrection armée dans la province de Lika et, en 1933, un premier attentat contre le roi échoua.

Le 9 octobre 1934, Alexandre I^{er} de Yougoslavie fut assassiné à Marseille par un membre de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, proche des *oustachis*, Veličko Kerin. L'héritier de la couronne, Pierre II, âgé de 11 ans, étant mineur, le Prince Paul (son oncle) fut désigné comme régent.

En août 1939, un gouvernement de coalition alliant le premier ministre, Dragiša Cvetković, et le dirigeant du parti paysan croate, Vladko Maček, mit en œuvre un processus de décentralisation et de fédéralisation de l'État yougoslave, qui ne



Le Prince Paul, régent de Pierre II

prit la tête d'un coup d'État organisé par l'état-major. Il mit fin à la régence et dénonça le pacte².

Hitler donna l'ordre à la Wehrmacht d'envahir la Yougoslavie le 6 avril. La famille royale dut s'exiler.

Les *oustachis* reçurent alors le gouvernement de « l'État indépendant croate » qui rejoignit l'Axe Rome-Berlin-Tokyo. Ils mirent en place l'une des plus sanglantes dictatures de la Seconde Guerre mondiale avec le concours de la population croate et le soutien du clergé catholique. Ce nouvel État fasciste couvrait la Bosnie-Herzégovine et la Croatie actuelle, excepté la côte dalmate annexée par l'Italie. Pavelić devint chef de « l'État indépendant de Croatie », créé dès le 10 avril, sur le modèle des institutions allemandes et italiennes.

Le régime pourchassa les Juifs, les Serbes, les Tziganes, et les opposants croates (communistes³ et légitimistes⁴). Le ministre oustachi de la Culture, Mile Budak, affirma dans un discours « qu'un tiers des Serbes devaient être convertis, un tiers exterminés et un tiers chassés de l'État indépendant croate ». Les *oustachis* appliquèrent une politique de conversion forcée qui se transforma en purification ethnique. Ils massacrèrent des villages entiers, provoquant des centaines d'Oradour-sur-Glane, raflèrent des milliers de personnes dirigées ensuite vers des camps d'extermination, dont les plus importants furent ceux de Jasenovac et Stara Gradiska. Leurs exactions pous-



Le Prince Pierre II de Serbie

1. Elle resta en vigueur jusqu'en 1941.

2. À cette période, l'URSS était encore liée par le pacte de non-agression germano-soviétique, la France était défaite, les USA restaient dans l'expectative et le Royaume-Uni continuait seul la guerre contre Hitler.

3. Un mouvement armé de résistance communiste dirigé par Josip Broz Tito, entreprit après la création de l'État indépendant de Croatie de combattre contre les *oustachis*, contre l'Allemagne nazie et contre l'Italie fasciste durant la Seconde Guerre mondiale. Mouvement de guérilla au début du conflit, les Partisans de Tito s'organisèrent en armée régulière avec l'aide des Alliés et comptèrent jusqu'à 800000 hommes à la fin de la guerre.

4. Désignés sous l'appellation de Tchethniks, ils furent fondés par Draža Mihailović, officier de l'armée royale yougoslave, pour mener la résistance contre l'occupation de la Yougoslavie par les forces de l'Axe. Les partisans communistes firent initialement front commun avec les Tchethniks, mais les deux formations résistantes s'affrontèrent par la suite. Certaines unités Tchethniks rejoignirent les rangs des collaborateurs, d'autres rejoignirent les Partisans de Tito pour former la nouvelle Armée de Libération Nationale.

saient la population à rejoindre en masse les rangs des partisans yougoslaves, réfugiés dans les montagnes de Bosnie.



Ante Pavelić, chef de l'État indépendant de Croatie

Le nombre exact des victimes, spécialement serbes, n'est pas connu; seules des estimations existent. Mais il est certain que plusieurs centaines de milliers de personnes furent tuées dans et hors des camps de concentration. Les livres d'histoire de la République fédérale socialiste de Yougoslavie parlaient de 1 700 000 victimes pour l'ensemble de la Yougoslavie, chiffre calculé en 1946 sur la base de la perte démographique de population (différence entre le nombre de personnes vivantes après la guerre et la population qu'aurait comptée le territoire si la croissance démographique d'avant-guerre s'était poursuivie). De même, on dénombra 40 000 Tsiganes de moins après la fin du conflit.

Selon l'étude du Croate Vladimir Šerjavić, dont les résultats concordent avec ceux du Serbe Bogoljub Kocovic, le nombre de victimes dans le camp de concentration de Jasenovac serait de 85 000, dont 13 000 Juifs, 50 000 Serbes, 12 000 Croates et 10 000 Tsiganes. Le 20 avril 1998, lors du procès du criminel de guerre Dinko Šakić, responsable du camp en 1944, l'acte d'accusation a retenu le chiffre de 50 000 victimes.



Adolf Hitler recevant Ante Pavelić le 9 juin 1941

Selon les dossiers du président Roosevelt, préparés en vue de la conférence de Téhéran de 1943, 744 000 Serbes auraient été exterminés, dont 600 000 exclusivement par les *oustachis*, le rapport précisant qu'il n'était pas tenu compte des pertes militaires, des résistants, ni des pertes civiles dues aux bombardements. Les victimes juives seraient évaluées à 63 200, dont 24 000 hors de Yougoslavie et 39 000 en Yougoslavie dans les camps. Les sources serbes officielles quant à elles estimaient à 700 000 le nombre de Serbes exécutés par les *oustachis*.

Le musée de l'Holocauste de Washington indique pour sa part : « À cause des différences de point de vue et du manque de sources, les estimations du nombre de victimes serbes en Croatie varient largement, de 25 000 à plus d'un million. Les estimations de Serbes tués à Jasenovac varient de 25 000 à 700 000. Les sources les plus fiables estiment que le nombre de Serbes tués par les *oustachis* varie entre 330 000 et 390 000, dont 45 000 à 52 000 assassinés à Jasenovac. »

Les *oustachis* et leur régime furent anéantis après le retrait allemand de Yougoslavie en 1945¹. Pendant plus de quarante ans après la guerre, les autorités yougoslaves ont passé sous



Joachim von Ribbentrop et Ante Pavelić en 1941

silence le génocide perpétré par les *oustachis*, afin d'apaiser les haines mutuelles et ne pas mettre en péril l'unité de la Fédération yougoslave².

La Pologne

Pendant la Première Guerre mondiale, les Polonais, mobilisés dans les deux camps, n'espéraient au mieux qu'une autonomie accordée par le futur vainqueur. L'appui de la France et la sympathie du président Wilson, d'une part, le contexte de la Révolution russe, d'autre part furent favorables à la cause de l'indépendance polonaise.

La Pologne reconstituée s'étendait sur 386 000 km² et comptait 27 millions d'habitants. Sa croissance démographique fut considérable puisqu'en 1938 le nombre d'habitants atteignait 35 millions, soit une augmentation de 30 % qui généra une forte émigration. Mais le pays manquait d'unité. Ses différentes composantes provenant de l'Empire russe, de l'Empire autrichien et de l'Empire allemand n'avaient ni la même histoire, ni les mêmes modes de vie, ni le même niveau d'instruction, ni enfin le même degré de développement industriel. Des systèmes juridiques et de mesures différents coexistaient, la largeur des rails de chemin de fer n'était pas la même, six monnaies étaient en circulation, etc. Le nouvel État se trouvait confronté à deux défis : réussir son unité et sa renaissance politique et stabiliser ses nouvelles frontières potentiellement contestées de tous côtés, à commencer par les Polonais eux-mêmes.

Józef Piłsudski, qui avait commandé les Légions polonaises aux côtés de l'Autriche pendant la guerre, puis finalement rompu avec les puissances de l'Axe et fini emprisonné à Magdebourg, proclama la II^e République de Pologne³ à Varsovie le 10 novembre 1918, dès son retour. Les premières élections libres se déroulèrent le 16 janvier 1919 et donnèrent une courte majorité à la droite nationaliste. Józef Piłsudski fut institué chef d'État.

1. À la Libération en 1945, les troupes du maréchal Tito organisèrent l'épuration parmi les collaborateurs croates. Les principaux dirigeants *oustachis* parvinrent cependant à s'exiler, avec l'aide du Vatican, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, ou encore dans l'Espagne franquiste comme Ante Pavelić, qui mourut tranquillement à Madrid en 1959.

2. Avec la chute du communisme en 1989, de nombreux Serbes ont redécouvert cette tragédie, qui fut sans doute un des facteurs de haine des miliciens ultranationalistes serbes envers les populations croates et musulmanes lors des guerres en Croatie et Bosnie des années 1991-1995.

3. Par référence à la « République des deux nations », disparue à l'issue du 3^e partage de la Pologne en 1795.

Sous sa direction, les nationaux démocrates entreprirent une politique de « polonisation », imposant un enseignement monolingue polonais. Des réformes agraires touchèrent principalement les propriétaires allemands à l'ouest, tandis qu'à l'est se pratiquait une politique de colonisation militaire au profit de vétérans des légions polonaises.

Les conflits se multiplièrent avec les Ukrainiens et les Biélorusses, et les différends frontaliers s'aggravèrent.

En Lituanie¹ d'abord, la région de la ville de Sejny, occupée par l'Allemagne pendant la guerre, fut l'objet de rivalités entre Polonais et Lituaniens dès le retrait allemand. Plusieurs soulèvements firent basculer Sejny de l'un à l'autre au cours de l'année 1920, illustrant la complexité des conflits ethniques qui opposèrent la Pologne et la Lituanie au cours du xx^e siècle. Vilnius fut également âprement disputée et devint polonaise. Un gouvernement provisoire fut constitué. Les élections de janvier 1922 aboutirent à la constitution de la Diète de Vilnius (Sejm Wilenski) qui décida, le 20 février 1922, l'intégration de la ville à la Pologne, en tant que capitale de la Voïvodie, sous le nom de Wilno. La Conférence des ambassadeurs de la Société des Nations acceptera ce statu quo en 1923, mais le gouvernement lituanien refusera toujours de signer tout accord politique avec la Pologne. Les relations entre les deux pays ne commenceront à se normaliser qu'après les négociations de la Société des Nations en 1927.

Une autre guerre opposa la Pologne et l'Ukraine entre novembre 1918 à juillet 1919 pour le contrôle de la Galicie, à la disparition de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Ce territoire comprenait Cracovie, ancienne capitale historique de la Pologne, dont la population était majoritairement polonaise, alors qu'en Galicie, la Volhynie comptait au contraire une majorité d'Ukrainiens. Ce conflit illustrait la complexité des relations entre les minorités polonaises et ukrainiennes. En novembre 1918, les Ukrainiens proclamèrent une République populaire d'Ukraine occidentale, avec Lvov pour capitale, exerçant sa souveraineté sur la Galicie orientale et les Carpates, la Volhynie, la Ruthénie et la Bucovine. Les Ukrainiens de Lvov approuvèrent avec enthousiasme, tandis que la majorité polonaise de la ville refusant d'admettre cet État ukrainien autoproclamé se souleva. Des forces polonaises furent envoyées à leur secours et repoussèrent les Ukrainiens puis se livrèrent à des exactions et pillage dans certains quartiers juifs et ukrainiens de Lvov qui laissèrent des traces profondes dans les esprits.

Un troisième front, lié au précédent, apparut avec la guerre russo-polonaise qui couvrit la période février 1919 à mars 1921. Considérant sa frontière orientale définie par la ligne « Curzon² » comme inacceptable, la Pologne profita de la guerre civile en Russie pour récupérer des terres qui appartenaient à l'ancien royaume polonais. Alliée à une partie des Ukrainiens antisoviétiques, elle lança une offensive vers le sud-est, qui conduisit ses troupes à Kiev au mois de mai 1920.

Du côté soviétique, cette guerre apparaissait comme l'occasion de faire le lien entre la révolution bolchevique et la révolution spartakiste allemande. Lénine vit dans la Pologne un pont que l'Armée rouge devrait franchir pour lier les deux révolutions et venir en aide à d'autres mouvements communistes en Europe de l'Ouest.

Les armées polonaises subirent initialement de sérieux revers et furent repoussées tandis que des troubles secouaient le pays de l'intérieur (attentats, assassinats, émeutes) contribuant à le déstabiliser. Une contre-offensive rouge victorieuse ramena les Polonais jusqu'aux abords de Varsovie et la catastrophe finale

semblait imminente. C'est alors qu'aide par la France et l'Angleterre, Piłsudski put contre-attaquer entre le 6 et le 16 août 1920 et défaire définitivement les forces du maréchal russe Toukhatchevski. La Russie demanda la paix, qui fut signée à Riga le 18 mars 1921. Elle officialisait le partage des territoires contestés entre la Pologne et la Russie en Biélorussie et en Ukraine, mais laissait un sentiment de trahison en Ukraine, qui perdait la Galicie.

Auréolé du prestige de ses exploits militaires pendant la Première Guerre mondiale, Józef Piłsudski sut habilement s'en servir à des fins politiques et personnelles.

Le 17 mars 1921, une constitution démocratique fut votée. Elle s'inspirait de la constitution française de 1875 (III^e République), mais était délivrée « au nom de Dieu tout puissant » et la religion catholique romaine était clairement privilégiée. Des crucifix furent accrochés dans les lieux publics et les lieux officiels. Le président était élu pour sept ans, et le parlement était élu au suffrage universel.

La décentralisation, l'absence de monnaie unique bloquaient le développement d'un pays affaibli par quatre ans de guerre et qui avait à se reconstruire avec une population constituée au tiers de minorités différentes : Ukrainiens, Tchèques, Russes, Allemands, Lituaniens. La Constitution de mars restait fragile et une ère d'instabilité politique et gouvernementale s'ouvrait, dénoncée par les adversaires du régime parlementaire et en premier lieu par Piłsudski lui-même, qui démissionna de toutes ses fonctions politiques et militaires. Toutefois, « le miracle de la Vistule », ce moment où il était parvenu à vaincre l'Armée Rouge aux portes de Varsovie, l'avait inscrit dans la légende³, qui fut habilement entretenue par la presse, la radio, l'école. Lorsqu'il revint à nouveau au pouvoir, nul ne contesta sa légitimité historique et de nombreux écrivains se mirent à son service et rédigèrent des textes à sa gloire.

Le premier président de la République polonaise, Gabriel Narutowicz, fut élu le 16 décembre 1922, mais fut assassiné cinq jours après et remplacé par Stanislas Wojciechowski. Dès 1921, le discours dominant s'en prit à la « sejmocratie », c'est-à-dire au parlementarisme, jugé inapplicable en raison de l'imaturité de la société polonaise. En 1925, on comptait 92 partis dans le pays dont 32 étaient représentés au Sejm (parlement). Selon les historiens polonais, seule la vénération de l'État polonais ralliait les différentes tendances politiques.

Ainsi, comme dans la plupart des pays d'Europe du Centre-Est, à l'exception de la Tchécoslovaquie, les idéaux démocratiques des premières années d'après-guerre durèrent peu. L'instabilité qui suivit les législatives de 1922 (aucune formation ne parvint à réunir plus d'un quart des sièges) suscita un climat d'agitation et de mécontentement qui aboutit à la démission du gouvernement en 1926. Dans la confusion, des



Gabriel Narutowicz premier président de la République élu

1. Anciennement Grand Duché de Lituanie du royaume de Pologne au xvii^e siècle.

2. Du nom du diplomate britannique qui en fut l'initiateur.

3. En 1920, la dignité de premier maréchal de Pologne, lui avait été attribuée.



Stanislas Wojciechowski élu après l'assassinat de Narutowicz

durant neuf ans, jusqu'à sa mort. Lui et ses partisans ne cachaient pas que le parlement et les partis leur paraissaient « une tumeur cancéreuse dans le corps de la Pologne ».

Le 12 mai 1926 fut donc considéré comme le début d'une « révolution morale », la *Sanacja*, qui développait une rhétorique antiparlementaire, prônait la lutte contre la corruption et faisait appel aux valeurs patriotiques romantiques et à la discipline. Le régime de la *Sanacja* sut en outre accrédi-ter l'idée selon laquelle « un adversaire de la dictature était un adversaire de l'État, donc un allié de l'étranger ».

En 1929, le cabinet fut constitué de 14 ministres dont 6 militaires. Si la Constitution de mars restait en vigueur, les éléments essentiels de la vie parlementaire démocratique, à savoir le droit d'élire, de censurer, de renverser le gouvernement et de contrôler l'exécutif, disparaissaient. Dans la nuit du 9 au 10 septembre 1930, environ 5000 opposants dont 84 députés et sénateurs furent arrêtés, internés et souvent torturés dans la prison militaire de Brest-Litovsk.

Le maréchal, malade, limitait ses interventions à la politique extérieure et militaire, laissant le pouvoir à ses colonels, dont le funeste Beck, principal artisan du rapprochement avec l'Allemagne. À partir de 1932, des grèves survinrent dans plusieurs régions du pays où le chômage se développait et touchait plus de 600000 ouvriers et plus de 2,5 millions de ruraux. Incapables de faire face à la crise économique et sociale, les colonels renforcèrent le cours autoritaire du régime et le contrôle sur les citoyens en limitant le droit de réunion (loi du 11 mars 1932), le droit d'association (loi du 27 octobre 1932), la marge de manœuvre de l'administration territoriale (loi du 23 mars 1933). La protection sociale fut

affrontements armés se produisirent à Varsovie. Appuyé par les socialistes, voire certains communistes et des partis juifs, Józef Piłsudski¹, très populaire, s'empara du pouvoir le 12 mai 1926 et mit en place un régime autoritaire. La démocratie parlementaire n'avait tenu que cinq ans en Pologne.

Piłsudski renversa la démocratie trop instable à son goût et cumula les fonctions de premier ministre, de ministre de



Józef Klemens Piłsudski, chef d'État

revue à la baisse. La constitution d'avril 1935 donna de nouvelles prérogatives au président de la République, autorité suprême de l'État, qui « portait la responsabilité de ses destinées devant Dieu et devant l'histoire ». Le chef de l'État polonais avait les droits et pouvoirs d'un monarque absolu. Piłsudski mourut le 12 mai 1935, peu après la ratification de cette constitution. La fin de la Pologne fut plus brutale que celle de la Hongrie puisque cette dernière profita de la guerre pour agrandir son territoire, alors que la Pologne disparaissait sous le double coup de l'entrée de la Wehrmacht le 1^{er} septembre 1939 et de celle de l'armée soviétique à l'est du pays les 16 et 17 septembre.

La Roumanie

L'éclatement des empires centraux donna lieu entre autres, à la reconstitution d'une Grande Roumanie, reconnue par les traités de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon, qui impliquait le rattachement au royaume de Roumanie des provinces de Bucovine, du Banat, de Transylvanie et de Bessarabie. Pour garantir sa position dans la région, la Roumanie constitua, en 1920, avec le soutien de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, la *Petite Entente* avec la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (future Yougoslavie).

Sur la scène internationale, la politique roumaine chercha à préserver un statu quo constitutionnel et territorial, face aux revendications des minorités, des nationalistes et de ses grands pays voisins, la Hongrie (présence de minorités hongroises en Transylvanie et dans le Banat) ou l'URSS (revendication de la Moldavie).

La population passait de 8 millions à 14,5 millions après la guerre, provoquant d'inévitables bouleversements dans la vie politique intérieure. La réforme agraire et les réformes démocratiques des années 1921-1923 virent la mise en place d'une démocratie parlementaire dont les principales avancées furent la suppression du vote censitaire, le droit de vote accordé aux femmes (20 ans avant la France !) et l'introduction du suffrage universel, contrebalancé par la réforme électorale de 1926 qui donnait la majorité parlementaire au parti réunissant 40 % des suffrages.

Dans un premier temps, la situation se caractérisa par une instabilité permanente. Un clivage profond séparait la paysannerie, majoritaire (79 % de ruraux), conservatrice mais modérée, des minorités (généralement de catégories sociales dominantes, à l'exception des Roms) et des populations urbaines, occidentalisées, très diverses socialement, parmi lesquelles les jeunes générations, attirées soit par la social-démocratie laïque (opposée au conservatisme rural), soit par des idéologies radicales (marxisme athée ou nationalisme chrétien).

À la même période, la monarchie roumaine se trouva en proie à des problèmes dynastiques. Le prince héritier Carol dut renoncer à ses droits à la couronne pour suivre sa maîtresse.



Ferdinand I^{er} de Roumanie

1. Ce qui le différenciait radicalement des autres dictateurs comme Horthy en Hongrie, Salazar au Portugal ou encore Dollfuss en Autriche.

Son fils Mihai (Michel), devenu héritier légitime, accéda au trône deux ans plus tard, à l'âge de six ans, en 1927, à la suite du décès roi Ferdinand I^{er}. Sous le nom de Michel I^{er} (ou Mihai I^{er}), il régna entouré d'un conseil de régence présidé par le patriarche Miron Cristea.

En décembre 1928, le parti paysan obtint une victoire électorale décisive et son leader, Iuliu Maniu, devint chef du gouvernement.



Michel I^{er} de Roumanie à l'âge de six ans



Iuliu Maniu, chef du gouvernement en 1928

Avec son soutien et contre l'avis du conseil de régence, le père du roi revint en Roumanie et obtint l'abrogation de son acte d'abdication en 1930, reprenant le trône sous le nom de Carol II (Charles II), tandis que Michel redevenait prince héritier.

Réorganisés en parti national libéral (PNL), les libéraux dominèrent la période 1922-1928. Ils représentaient la bourgeoisie du vieux royaume et luttaient contre toutes les tendances séparatistes.

Dans l'ensemble, les partis furent confrontés à de nombreuses scissions qui concouraient à la fragilisation du système politique¹.

Les plus dangereux pour la démocratie étaient la ligue chrétienne LANC de Cuza et la Légion de l'Archange Michel, créée en 1927 par Corneliu Zelea Codreanu et baptisée Garde de fer en 1930. Celle-ci refusait le système politique et ses institutions et prit pour modèle le fascisme italien et le parti national-socialiste allemand. La Légion de l'Archange Michel se caractérisait par son nationalisme orthodoxe et son antisémitisme extrême. Dissoute en 1933 par le gouvernement libéral de I.G. Duca, elle organisa l'assassinat de ce dernier en représailles et exigea des mesures discriminatoires contre les Juifs, les francs-maçons et la presse démocrate.

La crise économique des années trente toucha durement la Roumanie, essentiellement agraire. Le clivage s'accrut entre une population réduite à survivre et les partis politiques. L'opposition entre le souverain et les partis permit un temps d'occulter les vrais problèmes du pays. Le roi Carol II s'appuyait essentiellement sur l'armée et la police.

Aux élections du 20 décembre 1937, le parti national libéral ne réunit pas 40 % des voix et perdit ainsi la prime majoritaire. En revanche, un autre parti, Tout pour le Pays, parti des Légionnaires, fit une percée électorale en obtenant 15,58 % des voix. Le roi confia alors le gouvernement au leader du parti national-chrétien, Octavian Goga, qui n'avait pourtant recueilli que 8,56 % des voix. Il demeura en place seulement 44 jours, non sans avoir adopté quelques mesures antisémites. Le 18 janvier 1938, Carol II dissout à nouveau la chambre à peine élue et instaura sa dictature, supprimant la Constitution de 1923. Plusieurs facteurs rendirent possible ce coup d'État (février 1938) : l'action et la volonté du



Carol II de Roumanie

roi lui-même, la pression exercée par son entourage, dont celle de généraux comme Ion Antonescu, le souhait de la France et la Grande-Bretagne que le souverain maintienne l'ordre social dans le pays, et enfin, les tensions diplomatiques avec la Russie soviétique.

Immédiatement, le roi essaya de rallier les partis anciens au nouveau régime afin de préserver l'unité nationale. Il confia le gouvernement au patriarche Miron Cristea, qui proclama l'état de siège. La censure fut réintroduite sous la tutelle des autorités militaires et du ministre de l'Intérieur. Le 27 février 1938, une nouvelle constitution était promulguée, instaurant une dictature royale. Le décret du 30 mars 1938 supprima les partis politiques, auxquels fut substitué un « Front de la renaissance nationale », parti royal sans lien avec l'extrême droite.

Armand Călinescu, proche du roi, membre du Parti national paysan, fut le principal instigateur de la dictature royale. Devenu en 1939 président du conseil des ministres, ministre de l'Intérieur et ministre de la Défense par intérim, il organisa la chasse aux communistes et la lutte contre les Légionnaires.

En 1938, il fit arrêter Corneliu Zelea Codreanu, chef des *Croix fléchées*, condamné à 10 ans de travaux forcés, puis assassiné dans sa prison sur instruction du premier ministre.

Poursuivant une politique de rapprochement avec la France et la Grande-Bretagne, Călinescu accueillit le gouvernement polonais en exil après l'invasion et l'occupation de la Pologne par les Allemands en septembre 1939. Il fut assassiné à Bucarest le 21 septembre 1939.



Armand Călinescu, un proche du roi

Pour éviter le sort de la Pologne, rayée de la carte de l'Europe par l'Allemagne nazie et l'URSS, Carol II remplaça ses ministres anglophiles et francophiles par le gouvernement d'Ion Gigurtu, qui déclara *adhérer loyalement à la politique de l'Allemagne nazie*, affirmant que la Roumanie « devait consentir des sacrifices territoriaux pour démontrer la fiabilité de son adhésion à l'Axe ». Dès le printemps 1940, des Légionnaires avaient été intégrés au gouvernement Gigurtu qui renforça son orientation nettement fascisante.

À peine la France avait-elle signé l'armistice de juin 1940 que l'URSS lança un ultimatum à la Roumanie le 26 juin 1940, exigeant la cession de la Bessarabie et de la Bucovine du

Nord, sous peine d'invasion de la Roumanie. Dès le 28 juin 1940, ces territoires étaient occupés par l'URSS.

1. En 1937, vingt-huit partis se présentèrent aux élections.

2. Appellation donnée aux modifications imposées par Hitler aux mesures entérinées par les traités de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon ou approuvées par la Société des Nations après la guerre de 1914-1918.

Fin août 1940, lors d'une rencontre avec Hitler, Gigurtu soumit son pays au « Second arbitrage de Vienne² » et, le 30 août 1940, céda la Transylvanie du nord à la Hongrie, et la Dobroudja du sud à la Bulgarie. Ces pertes représentaient plus d'un tiers de l'ex *Grande Roumanie*, mais Gigurtu estimait que c'était le prix à payer pour ne pas subir le sort de la Pologne. Ce « prix de la paix » précipita la chute du roi : la Garde de fer de Horia Sima et le général Ion Antonescu s'unirent pour monter un coup d'État qui aboutit à l'abdication de Carol II au profit de son fils Michel qui redevint roi à 19 ans.

À la veille de son abdication, Carol II avait cependant dû nommer ministre-président avec les pleins pouvoirs le général Antonescu, alors même que ce dernier avait été fréquemment en opposition avec le roi. Trois mois auparavant, il avait même été arrêté par la police politique puis relâché sous la pression de Hitler.

La Garde de fer et Antonescu établirent un régime fasciste désigné sous le nom d'*État national légionnaire*, qui se rallia entièrement aux forces de l'Axe et à leur politique. Une fois au pouvoir, la Garde de fer renforça les lois antisémites et mit en place une législation dirigée contre les commerçants et hommes d'affaires grecs et arméniens, qui permit notamment aux fonctionnaires roumains de toucher de gros pots-de-vin. Les syndicats et les associations furent interdits dès la fin de l'année 1940.

L'opinion cependant n'était pas acquise au régime et des maquis se mirent en place, si bien que, le 8 octobre 1940, officiellement à la demande de la Roumanie, les troupes allemandes franchirent la frontière roumaine. Pour venger l'assassinat de l'ancien chef des *Croix fléchées* Codreanu, des Légionnaires de la Garde de fer assassinèrent des journalistes, des franc-maçons, des Juifs, 64 anciens ministres, députés et intellectuels démocrates, à la prison de Jilava (près de Bucarest).

L'alliance entre Antonescu et la Légion ne reposait sur aucun programme précis. Antonescu désirait imposer des réformes

techniques, la Légion entendait développer un programme anticapitaliste et antilibéral et s'emparer des positions clés encore aux mains des anciennes élites, selon les exemples allemands et italiens qui subordonnaient l'économie et la société à l'esprit national et totalitaire.

Après s'être assuré de la neutralité de Hitler, Antonescu, qui n'entendait pas partager le pouvoir avec le chef des Légionnaires, entreprit de liquider la Légion. Il fit occuper tous les édifices publics et engagea une lutte sans merci avec elle. Leur chef, Sima, se réfugia en Allemagne. Ce fut la fin du régime national-légionnaire et de la Légion en tant que force politique. En mars, Antonescu, qui s'auto-proclamait le *Pétain roumain*, se fit plébisciter puis lança le mythe du *Conducător*.

Il déclara la guerre à l'Union soviétique le 22 mai 1941, prenant lui-même le commandement des troupes pour récupérer la Bessarabie et la Bucovine du Nord et laissa la charge du gouvernement à son homonyme Mihai Antonescu, professeur de droit. Le pays, aux mains de la machine de guerre allemande, fut soumis à une exploitation systématique.

La Moldavie – territoire soviétique immédiatement à l'est du Dniestr, région que les Roumains appelaient Transnistrie – et la ville d'Odessa furent occupées.

Cette région, que le régime Antonescu se préparait à annexer en cas de victoire, devint une terre pour la déportation pour les Juifs, des Roms, des résistants et d'autres *indésirables* roumains, parmi lesquels l'armée se livra à des massacres épouvantables qui, s'ajoutant au froid et aux épidémies, accrurent le nombre de victimes estimé, au procès d'Ion Antonescu, à quelque 400 000 dont 293 000 Juifs. ●

Dossier préparé par
ARNAUD BOULLIGNY, YVES LESCURE et CYRILLE LE QUELLEC



Le général
Ion Antonescu

Sources bibliographiques et documentaires

— Paul Pasteur, *Les États autoritaires en Europe : 1919-1945*, Armand Colin, coll. Cursus histoire, 2007.

— Miklós Molnar, *Histoire de la Hongrie*, Hatier, 1996.

— Robert O. Paxton, *Le fascisme en action*, Seuil, 2004.

— Jean Bérenger, *L'Autriche-Hongrie : 1815-1918*, Armand Colin, coll. Cursus histoire, 1998.

— Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Seuil, Points histoire, 2000.

— Serge Bernstein et Pierre Milza, *Dictionnaire des fascismes et du nazisme*, André Versaille Éditions, 2010.

— Serge Bernstein et Pierre Milza, *L'Italie contemporaine du Risorgimento à la chute du fascisme*, Armand Colin, Paris, 1995.

Emploi du mot Shoah : point de vue

Restée en retrait du débat suscité par l'article de Claude Lanzmann dans *Le Monde* du 30 août 2011 à propos de l'emploi du mot Shoah dans l'Éducation nationale et les manuels scolaires, la Fondation pour la mémoire de la Déportation souhaite faire connaître son analyse et sa position. Claude Lanzmann s'alarme de la disparition dans certains manuels scolaires du mot Shoah qu'il estime incontournable et prend à partie l'Inspection générale de l'Éducation nationale, tout en appelant à l'autorité du ministre de l'Éducation nationale et du président de la République pour imposer ses vues.

La première question qui vient à l'esprit est celle des raisons qui ont pu pousser Claude Lanzmann à intervenir soudainement et publiquement en interpellant les pouvoirs publics. Sans doute sa démarche, au demeurant fort véhémement, est-elle inspirée par la passion plus que par la raison. Or l'Éducation nationale doit être mise à l'abri des débats passionnels. Celui-ci en est un. Vouloir imposer ses conceptions ou ses vues à la communauté éducative par voie autoritaire est une arme à double tranchant. Ce que les uns imposent ou veulent imposer, d'autres ne manqueront pas, si l'occasion leur en est donnée, de retourner cette opportunité d'ingérence en sens inverse.

L'histoire et la mémoire sont redevables à Claude Lanzmann du travail considérable effectué avec le film *Shoah*. Un instrument pédagogique incontournable est désormais disponible. C'est bien et il fallait le faire. Mais le monde enseignant est composé d'hommes et de femmes en relation quotidienne avec la jeunesse. Dans cette extraordinaire mosaïque d'origines, de cultures, de sensibilités et d'affects différents, il leur faut épanouir des intelligences et préparer des adultes responsables. Médiateurs entre la société et les familles, situés au cœur d'un bouillonnement permanent de sensibilités et de convictions en émergence, ils doivent sans cesse canaliser les violences et désamorcer les potentialités conflictuelles. L'irruption politique de l'État dans les programmes ne résout rien.

Qui peut prétendre connaître mieux leurs élèves que les enseignants? Eux seuls sentent et apprécient le milieu dans lequel s'inscrit leur mission au quotidien. Chacun sait qu'une classe ne ressemble jamais à la précédente et que ce qui paraissait bon une année ne l'est plus forcément l'année suivante. Dès lors, avoir la prétention d'imposer un vocabulaire et un mode de pensée s'apparente à un hold-up sur l'action éducative et ne peut qu'envenimer les choses, générer des crispations et des rejets. La pire des solutions.

La Fondation pour la mémoire de la Déportation ne cache pas la complexité de cette difficile question, qui la concerne en sa qualité de gardienne de mémoires plurielles. Le mot Shoah, emprunté à l'hébreu, appartient à la culture juive, il lui est propre. Son usage par la communauté juive est légitime et respectable.

En revanche, imposer ce terme dans une codification du vocabulaire est dangereux pour deux raisons. À trop vouloir mettre l'accent sur la spécificité juive de l'événement, il en arrive à être décontextualisé pour ne plus faire ressortir que son atteinte à la judéité. Coupé d'une réflexion sur le nazisme, il prend alors un caractère irréel et mythique, ne concernerait après tout qu'une catégorie particulière d'êtres humains et conduirait insidieusement à isoler cette catégorie du reste de l'humanité. Or, ce qui a fait l'horreur de l'extermination des Juifs, c'est d'abord l'atteinte à la solidarité de l'espèce humaine: les victimes étaient des êtres humains, avant d'être des Juifs. À Auschwitz, Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka, tout être humain, quelles que soient ses origines, est invité à voir sa propre famille exterminée et non celle de membres d'une entité qui lui serait étrangère.

À l'évidence, l'emploi du terme Shoah ne favorise pas cette double démarche: référence historique au nazisme, crime contre l'humanité. Elle focalise l'attention sur le crime contre la judéité au risque de négliger le crime contre l'humanité.

L'autre risque, perceptible dès à présent, consiste à faire du mot Shoah un terme

générique qui monopolise le paysage mémoriel, englobant et occultant les autres crimes nazis, et par voie de conséquence les autres victimes du nazisme. L'horreur a commencé par la volonté nazie affichée d'éliminer les « vies inutiles », jugées « indignes d'être vécues » et pour lesquelles ont été expérimentées et mises au point les premières techniques de gazage. Cette volonté s'est étendue à l'élimination de populations jugées nuisibles pour le Reich, Juifs d'Europe mais également, à des degrés différents, autres populations d'Europe. Le mot Shoah ne couvre pas ces réalités, pas plus qu'il ne permet d'appréhender le fait que des Juifs eurent la vie sauve parce que les nazis n'avaient pas assez de main-d'œuvre esclave dans les camps de concentration.

C'est pourquoi la Fondation pour la mémoire de la Déportation a choisi dans sa démarche pédagogique de n'employer le mot Shoah que pour parler du film de Claude Lanzmann, de toujours évoquer la globalité des crimes nazis et pour ce qui concerne les Juifs, d'utiliser les termes « génocide » ou « extermination », dénués de toute référence historico-biblique. Elle ne peut en conséquence qu'exprimer ses réserves quant à la position de Claude Lanzmann, qui revient à vouloir imposer « un vocabulaire de référence obligé » dans un domaine relevant de la liberté d'approche pédagogique de chacun. Pour autant, le choix de ceux qui décident d'utiliser le mot Shoah est respectable, dans la mesure toutefois où ce terme ne concerne que l'extermination des populations juives et rien d'autre. La Fondation rejette toute forme d'impérialisme conceptuel, dans un sens comme dans l'autre, considérant que seule la volonté de respecter la vérité historique demeure un impératif moral absolu, dans le but évident d'armer les consciences contre ce que furent les crimes monstrueux perpétrés par une idéologie, hélas encore séduisante dans certains courants de pensée contemporains. ●

YVES LESCURE

Erratum

Dans le commentaire publié dans le n° 69 de *Mémoire Vivante*, page 16 colonne de droite, deuxième paragraphe avant la fin, à propos du livre de Régis Schlagdenhauffen, il a été écrit: « D'abord parce que si l'on considère la sociologie de la déportation dite de répression, en majorité communiste et franc-maçonne, le qualificatif catholique est pour le moins étrange et inopérant. »

Il convenait de lire après les mots « déportation dite de répression, pour certains transports, en majorité communiste et franc-maçonne... » Cette nuance ne modifie en rien le caractère inopérant et fantaisiste de l'opposition d'une déportation « catholique » à une déportation « juive » que dénonçait ce paragraphe.

(Les études statistiques menées à Caen par la Fondation sur la déportation de répression situent la proportion des communistes à environ 37 % des personnes arrêtées pour fait de résistance. En outre, de nombreux communistes ont été déportés pour leur activité politique ou syndicale et considérés à leur retour comme déportés politiques. Leur proportion dans cette catégorie n'est pas établie avec certitude à l'heure actuelle.) ●

Y.L.

Figures disparues

Albert Bigielman

Membre actif de la Fondation pour la mémoire de la déportation, Albert Bigielman nous a quittés le 31 octobre 2011. En 1994, avec l'appui du général Bernard d'Astorg, il entreprit de faire édifier le monument à la mémoire des déportés de Bergen-Belsen au cimetière du Père Lachaise, avant de recréer la même année une amicale de Bergen-Belsen dont il devint président.



Albert Bigielman

Il avait tenu à conserver des liens étroits avec la Fondation pour la mémoire de la Déportation, dont il présidait la commission « Internement » depuis 2000. Toujours présent aux réunions du Conseil d'Administration de la Fondation, il ne passait pas quinze jours sans appeler le directeur ou l'un de ses collaborateurs pour s'enquérir de la marche de la Fondation et du travail en cours.

Ami de Simone Veil, qui lui avait remis il y a un an la croix d'Officier dans l'Ordre de la Légion d'honneur, il était attaché à l'équilibre des mémoires et tenait à entretenir des contacts chaleureux avec la Fondation pour la mémoire de la Shoah et avec la Fondation pour la mémoire de la Déportation, estimant que l'une et l'autre avaient leur place, différenciée mais historique, dans l'espace mémoriel de la déportation.

Il avait choisi d'installer le siège de son Amicale dans les locaux de la Fondation pour la mémoire de la Déportation et y tenait régulièrement ses réunions de bureau et de Conseil d'administration.

Albert Bigielman, né le 1^{er} novembre 1932 à Paris, de parents, Juifs d'origine polonaise, passa son enfance à Ménilmontant. Il en a gardé son côté « titi parisien », son caractère frondeur, piquant et son horreur du formalisme.

À la déclaration de guerre, son père s'engagea dans la Légion étrangère mais fut fait prisonnier en 1940, et envoyé en Stalag en Allemagne pour la durée de la guerre.

Le 4 février 1944, Albert fut arrêté et interné à Drancy avec sa mère. Son jeune frère Henri, âgé de six ans, malade, ne fut finalement pas emmené par la police. Il a été par la suite « enfant caché ». Albert et sa mère furent déportés quatre mois plus tard

vers le « camp de l'Étoile » de Bergen-Belsen, par le convoi n° 80 du 4 mai 1944, où étaient regroupées des familles juives de « prisonniers de guerre » détenus dans les Stalags et théoriquement couverts par les conventions de Genève. Ils y resteront jusqu'à l'évacuation du camp.

Le 5 avril 1945, les nazis constituent un convoi ferré d'otages, escortés par la Wehrmacht et non par la SS, qui prend la direction de l'Est. Le 23 avril, ce train est abandonné par son escorte de garde à proximité du village de Trobitz où les détenus se rendirent dans l'état que l'on peut imaginer après quinze jours de transport. Albert déclencha alors un violent typhus auquel il survécut grâce aux soins prodigués par sa mère pendant plusieurs semaines.

Tous les deux furent rapatriés vers la France et arrivèrent le 25 juin 1945 à Paris. Le 26, Albert retrouva son père qu'il n'avait pas revu depuis cinq ans. La famille se réinstalla à Ménilmontant, dans le même appartement, rue Delaitre, dans le xx^e arrondissement.

Albert arrêta ses études au certificat d'études et, à quinze ans, se consacra à la confection. Tourmenté par son passé et le désir de le comprendre, il s'inscrivit à la faculté d'histoire à l'âge de la retraite et publia un livre autobiographique *J'ai eu douze ans à Bergen-Belsen*. Il ne manquait aucun rendez-vous avec les enseignants qui le sollicitaient pour venir témoigner devant leurs élèves.

L'école que fréquenta Albert enfant, au 10, rue de Ménilmontant, porte aujourd'hui son nom, c'est le plus bel hommage que l'on puisse lui rendre.

■ CYRILLE LE QUELLEC

Henry Bulawko

Henry Bulawko, président d'honneur de l'Union des déportés d'Auschwitz (UDA), s'est éteint le 27 novembre 2011.

Il était né le 25 novembre 1918 à Lyda, autrefois ville de Lituanie, intégrée à l'URSS en 1945 et aujourd'hui rattachée à la Biélorussie.

Après la Première Guerre mondiale, en 1925, son père, rabbin, quitta la Lituanie pour s'installer en France, avec ses sept enfants et échapper à la misère et aux pogroms, à l'époque des guerres d'indépendance et de la montée des régimes fascistes souvent antisémites en Europe centrale et de l'Est. Henry avait alors 7 ans.

Militant dans le mouvement sioniste « Hashomer Hatzair » (la Jeune garde), il s'engagea dans l'aide aux migrants Juifs d'Europe centrale et de l'Est qui espéraient trouver refuge en France.

Au moment de l'occupation, il poursuivit naturellement dans cette voie. Il contribua à la création du Comité Amelot¹ dont il devint l'un des principaux dirigeants. Ce comité regroupait des résistants de diver-

ses organisations juives, qui portaient secours aux Juifs immigrés en France pourchassés par les nazis et l'État français, fournissant notamment nourriture, fausses cartes d'identité et de ravitaillement, et contribuant au sauvetage des enfants Juifs qu'ils faisaient passer en zone libre.

Henry Bulawko fut arrêté le 19 novembre 1942 à Paris, à la station de métro Père Lachaise. Identifié comme Juif mais non identifié comme résistant car il s'était débarrassé à temps des faux papiers qu'il transportait sur lui, il fut d'abord interné à Drancy, puis envoyé à Beaune-la-Rolande. Ramené de là à Drancy, il fut finalement déporté vers Auschwitz-Birkenau par le convoi n° 57, du 18 juillet 1943 et affecté au *Kommando* de Jaworzno, annexe d'Auschwitz. Ce *Kommando* exploitait une mine de charbon et construisait une centrale électrique avec les déportés.

En janvier 1945, au moment de l'évacuation générale du complexe d'Auschwitz, la colonne d'Henry fut dirigée vers Blechhammer, d'où, épuisé, Henry décida avec quelques camarades de se dissimuler dans des bois, jusqu'à l'arrivée des troupes soviétiques. Il fut recueilli et libéré à la fin du mois. À son retour, il devint journaliste et écrivain, mais surtout, comme l'a dit si justement Raphaël Esrail dans son discours d'hommage du 2 décembre 2011 : « Il a été un initiateur, un fondateur, un constructeur de nos institutions de mémoire [...]. Se souvenir devenait un acte éminemment politique, pour lutter contre l'intolérance, la bêtise, le racisme, la xénophobie, la violence, l'antisémitisme. »



Henry Bulawko

Il fonda l'Amicale des Déportés Juifs de France, initia le monument de Drancy, les manifestations à Pithiviers et Beaune-la-Rolande, la cérémonie commémorative de la Rafle du Vel d'Hiv. À partir de 1991, il présida l'Amicale d'Auschwitz devenue depuis Union des Déportés d'Auschwitz. Enfin, il était vice-président des Résistants Juifs d'Europe.

De lui Raphaël Esrail ajoute qu'il était « un laïque, attaché viscéralement aux valeurs de la République et en même temps l'incarnation de la culture juive. En lui, s'opérait une mer-

1. Du nom de la rue de Paris (rue Amelot) où le comité se réunissait.

veilleuse synthèse entre une culture ayant ses racines à l'autre bout de l'Europe avec la culture française. »

Dans la revue *Mémoire Vivante*, il écrivait le 7 mars 1995, année du 50^e anniversaire de la libération des camps nazis, dans un article intitulé *Spécificité et unité de la déportation*: « ... c'est en toute sérénité que je me tourne aujourd'hui, moi rescapé d'Auschwitz, vers ceux qui connurent Dachau, Buchenwald, Ravensbrück, Mauthausen et autres camps, pour leur dire: "C'est en pleine conscience de ce qui nous a distingués que je souhaite renforcer les liens de fraternité qui nous unissent. Nous avons et nous avons toujours le même ennemi: le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie. Quel que fût notre statut distinct, nous étions attachés aux mêmes valeurs de justice et de fraternité, de paix et de respect des droits de l'homme. Ce dénominateur commun reste pour nous plus vivace que jamais." »

■ Y.L.

Pierre Sudreau

Pierre Sudreau s'est éteint le 22 janvier 2012 à 92 ans.

Ancien président de la Fondation de la Résistance, il était également très attentif aux activités et travaux de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, organisant régulièrement des déjeuners-rencontres avec sa présidente, Marie-José Chombart de Lauwe et son directeur.

Après des études de droit et de sciences politiques, Pierre Sudreau suivit en juin 1940, au moment de l'armistice, un stage à l'École de l'Air, alors repliée sur le terrain des « Landes de Bussac » près de Bordeaux. Choqué par la défaite et un armistice humiliant, il souhaita immédiatement poursuivre la lutte. Mais marié et père d'un enfant, il choisit de rester en France et participa en août 1940 à la récupération d'armes sur une base aérienne puis prit contact avec quelques officiers à Toulouse, parmi lesquels Henri Frenay.

Il rencontra des membres du réseau Brutus, fondé à Marseille en 1941. À 23 ans, il se vit chargé de l'extension du réseau Brutus en zone occupée. La mission de Brutus consistait à transmettre à Londres de nombreux renseignements dont ceux sur la construction du Mur de l'Atlantique. Pierre Sudreau

parvint à s'introduire à la Délégation du ministère de l'Intérieur comme « rédacteur auxiliaire », prenant connaissance des rapports secrets des préfets de la zone occupée et de leurs informations militaires et fournit à Londres des informations sur le Mur de l'Atlantique.

À partir du printemps 1943, le réseau fit face à une première vague d'arrestations, d'abord en zone Sud par la police de Vichy, puis en zone Nord et à Paris par la Gestapo. Infiltré par un agent double de l'Abwehr, « Carré » – à l'origine du démantèlement du réseau du « Musée de l'Homme » –, « Brutus » subit de nouvelles arrestations à l'automne 1943, dont celle de Pierre Sudreau le 10 novembre. D'abord torturé très durement par la Gestapo, Pierre Sudreau fut mis au secret pendant six mois à la prison de Fresnes. Il parvint cependant à faire parvenir un message à l'extérieur de la prison prévenant les autres membres du réseau de la trahison de « Carré ».

Ce dernier sera exécuté en avril 1944 par un groupe franc de « Combat ».

Au mois de mai 1944, Pierre Sudreau fut interné au camp de Compiègne-Royalieu. Le 12 mai, avec deux de ses camarades de « Brutus », André Clavé et André Boyer, il fut déporté à Buchenwald, dans le même convoi que de nombreux résistants communistes. À Buchenwald, promis à la mort et recherché par



©Éditions Tirésias

Pierre Sudreau

la Gestapo, il fut sauvé par la résistance clandestine du camp et des communistes français qui le feront passer pour mort et partagera quelque temps la paillasse de Guy Ducoloné.

Rapatrié en mai 1945, Pierre Sudreau fut présenté au général de Gaulle qui, surpris par son jeune âge et le rôle qu'il avait joué dans la Résistance, lui enjoignit de se mettre au service de la reconstruction de la France. Il fut nommé sous-préfet à 26 ans, puis sous-directeur au ministère de l'Intérieur. De 1951 à 1955 il devint le plus jeune préfet de France, en poste à Blois, où il se distingua en créant, à Chambord, le tout premier spec-

taclé « son et lumière ». Il fut membre du cabinet d'Edgar Faure à la présidence du Conseil, puis commissaire à la construction

et à l'urbanisme de la région parisienne de 1951 à 1958, avant de devenir ministre de la Construction dans les gouvernements de Michel Debré et Georges Pompidou de 1958 à 1962. Il fut notamment à l'origine du RER et du programme d'aménagement du quartier de La Défense.

Devenu ministre de l'Éducation nationale en 1962, dans le gouvernement de Georges Pompidou, Pierre Sudreau s'opposa fermement au projet de référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel et démissionna du gouvernement.

Auteur de plusieurs ouvrages, dont le plus ouvert sur l'avenir s'intitule *Au-delà de toutes les frontières*, il y jette un regard rétrospectif sur son action politique, ses engagements divers et son expérience concentrationnaire, et développe une vision du monde à la fois lucide, pacifiste et humaniste, marquée par sa révolte contre la folie des hommes. Militant depuis les années 1980 pour diverses causes (contre la prolifération des armes nucléaires, pour le rapprochement Nord-Sud ou pour la paix au Proche-Orient), Pierre Sudreau œuvra au rapprochement des diverses sensibilités politiques des anciens résistants et déportés, sans toujours y parvenir.

Il racontait souvent qu'au cours d'un déjeuner qui suivit une visite du général de Gaulle au camp du Struthof, auquel il participait avec Michelet, les deux déportés entretenirent de Gaulle de la réalité concentrationnaire dont il n'avait qu'une vague idée. Conversation que le général conclut en déclarant: « En définitive, la déportation a été le chemin le plus douloureux vers la libération. »

Après sa démission du gouvernement, il entreprit de se mettre au service de ses idées en briguant le suffrage des électeurs. Il fut ainsi député du Loir-et-Cher de 1967 à 1981 (sous l'étiquette Progrès et Démocratie), puis maire de Blois de 1971 à 1989. Enfin, pendant trente ans, il présida la Fédération des industries ferroviaires où il lança le programme TGV.

Au décès de Jean Mattéoli, il accepta de prendre la présidence de la Fondation de la Résistance que, fatigué, il laissa à Jacques Vistel en 2010.

■ Y.L.